

# Concevoir les services publics transfrontaliers

Une étude sur les services publics transfrontaliers en Europe a été publiée fin 2018. Elle en fournit une vision d'ensemble et met l'accent sur les problèmes liés à leur mise en place, pour identifier les besoins et trouver des solutions durables.

En 2017, Eurostat dénombrait 2,161 millions de travailleurs frontaliers dans l'Union européenne, dont plus de 20 % vivant en France. Dans un contexte européen d'intensification des flux transfrontaliers, les services publics doivent s'adapter aux besoins des habitants qui travaillent, étudient et se soignent de part et d'autre des frontières. La fourniture des services nécessaires à ces populations ne peut, par conséquent, s'arrêter aux abords des frontières nationales. Or dans une étude Espon sur les services publics transfrontaliers en Europe<sup>1</sup>, qui en a recensé 559, près des trois quarts des répondants à l'enquête ont indiqué avoir rencontré des obstacles juridiques et administratifs dans la mise en place de leur projet.

Bien que des opportunités de mutualisation des services publics apparaissent dans le contexte de l'ouverture des frontières, celle-ci est complexifiée par la diversité des régimes applicables et des politiques en matière de coopération des autorités. Chaque projet transfrontalier s'inscrit en effet dans un cadre juridique et opérationnel qui lui est propre. Lors de la mise en

« Des opportunités de mutualisation des services publics apparaissent »

œuvre d'une coopération transfrontalière en matière de service public, il convient d'identifier les personnes publiques compétentes de part et d'autre, ainsi que la base légale et le mode d'exercice des compétences requises. Il est ensuite nécessaire

de comparer les modes d'intervention et de financement des acteurs concernés.

## Lever les obstacles

Au niveau européen, la nouvelle proposition de règlement de la Commission européenne (*European Cross-border Mechanism*) prévoit la création d'un mécanisme visant à lever les obstacles juridiques et administratifs dans un contexte transfrontalier. Il permettrait d'appliquer dans un État membre, les dispositions légales d'un autre État membre lorsque l'application de celles du premier constituerait un obstacle juridique entravant l'exécution d'un projet commun. Ces nouvelles dispositions s'adapteraient particulièrement au cas du déploiement d'un service public en transfrontalier. Le financement est une autre préoccupation importante. De nombreux projets d'investissement, de création de réseaux ou de services transfrontaliers ne peuvent, être pris en charge par les seules collectivités et autorités locales frontalières, même avec l'appui d'Interreg. Il est donc essentiel pour elles de trouver des cofinancements en mobilisant tous les échelons possibles. Enfin, l'amélioration des services à la population peut être facilitée par le développement de schémas de services transfrontaliers. Ces derniers permettent d'identifier les services existants dans les pays voisins et de déboucher sur la création de services transfrontaliers mutualisés.

lité par le développement de schémas de services transfrontaliers. Ces derniers permettent d'identifier les services existants dans les pays voisins et de déboucher sur la création de services transfrontaliers mutualisés.

## Léman Express, projet emblématique

Sur la frontière franco-suisse, qui regroupe le plus grand nombre de navetteurs transfrontaliers, le projet de Léman Express est emblématique : il prévoit de

« L'amélioration des services à la population peut être facilitée par le développement de schémas de services transfrontaliers »

relier Annemasse à Genève par le train d'ici à décembre 2019, assurant ainsi la connexion des réseaux français et suisse. Sur une autre frontière, l'extension en 2017 du tramway de Strasbourg jusqu'à Kehl autorise des déplacements plus fluides de part et d'autre. Le tramway de Bâle, étendu côté français à Saint-Louis, constitue un autre exemple répondant à la mobilité transfrontalière du bassin de vie.

Quant à la frontière franco-espagnole, elle n'est pas en reste : rojet pionnier en Europe, l'hôpital transfrontalier de Cerdagne a ouvert ses portes en 2014. Géré

conjointement par les services publics de santé catalans et français dans le cadre d'un groupement européen de coopération territoriale (GECT), il a été conçu dès l'origine en transfrontalier. La « mutualisation » du service offre aujourd'hui une structure médicale de proximité à l'ensemble des habitants de ce territoire de montagne isolé des grands centres urbains. Enfin, la maison de la petite enfance de Strasbourg-Kehl propose à soixante enfants venant des deux côtés de la frontière une éducation bilingue et multiculturelle.

**Jean Peyrony, directeur général de la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT)**

1. *Cross-border Public Services in Europe* : [www.espon.eu/CPS](http://www.espon.eu/CPS)

POUR ALLER PLUS LOIN...

Plus d'informations sur le site de la MOT –

Rubrique "Ressources > Thèmes > Services publics" : [espaces-transfrontaliers.org](http://espaces-transfrontaliers.org)

## Les avancées proposées par le traité d'Aix-la-Chapelle

Signé le 22 janvier 2019, le traité d'Aix-la-Chapelle prévoit notamment de doter les territoires frontaliers « de ressources dédiées et de procédures accélérées afin de surmonter les obstacles à la réalisation de projets transfrontaliers dans les domaines économique, social, environnemental, sanitaire, énergétique et des transports ». Cette levée d'obstacles pourrait favoriser, sur le long terme, une multiplication des projets de services publics transfrontaliers à la frontière franco-allemande.